Une socialisation à l'esprit d'entreprise dans l'école en France

Corporate spirit-based socialization in schools in France

Sozialisierung zum Unternehmergeist in den französischen Schulen

Una socialización en el espíritu empresario en la escuela en Francia

Lucie Tanguy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/5244>

DOI : 10.4000/formationemploi.5244

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 147-164

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Lucie Tanguy, « Une socialisation à l'esprit d'entreprise dans l'école en France », *Formation emploi* [En ligne], 140 | octobre-décembre 2017, mis en ligne le 31 décembre 2019, consulté le 30 octobre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/5244> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.5244>

Une socialisation à l'esprit d'entreprise dans l'école en France

LUCIE TANGUY

*Sociologue, directrice de recherche honoraire au CNRS, associée au laboratoire CRESPPA-GTM
(Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris - Genre, Travail, Mobilités)*

Résumé

■ Une socialisation à l'esprit d'entreprise dans l'école en France

Le rapprochement entre l'école et l'entreprise s'est accru corrélativement à une politique d'action publique appelée partenariat. Ainsi, des conventions se sont multipliées avec le ministère de l'Éducation nationale, les rectorats ou les établissements scolaires et des associations en majorité liées aux grandes entreprises. L'une de ces associations implante des mini-entreprises dans les collèges et lycées et des *start-up* dans les universités. Elle entend transmettre « l'esprit d'entreprise » afin d'accroître les chances d'insertion des jeunes. On analyse ici ce processus de liaison entre le monde scolaire et le monde des entreprises à l'aide d'observations dans des mini-entreprises et d'identification des réseaux de promotion de ce mouvement.

Mots clés : politique publique, État, relation école-entreprise, enseignement secondaire, partenariat, création d'entreprise, étude de cas, mouvement associatif, entreprise, culture d'entreprise, socialisation, service public

Abstract

■ Corporate spirit-based socialization in schools in France

Schools and companies have grown closer in direct correlation with a public action policy called 'partnership'. In this way, the number of agreements with the Ministry of National Education, Rectorats (French local education authorities) or schools and associations, for the most part linked to large companies/corporations, has increased. One of these associations is setting up mini-companies in junior secondary schools and high schools as well as start-ups in universities. It aims to convey «the corporate spirit» in order to boost young people's chances of integrating the workforce. We shall analyze, herein, this connection process between the school/academic environment and the corporate world using observations from the mini-firms and by identifying networks for promoting this movement.

Keywords: public policy, state, school-enterprise relationship, secondary education, partnership, business start-up, case study, non-profit movement, company, corporate culture, socialisation, public service

Journal of Economic Literature: I 21 ; I 28 ; L 26

Traduction : TSF

En France, l'école a été construite au terme de longs conflits et, de ce fait, est restée une affaire éminemment politique. L'attribution d'un statut public et laïc lui a conféré une forte autonomie relativement au monde extérieur de quelque obédience qu'il soit. Cette autonomie, toujours objet de disputes entre différents courants de pensée, est aujourd'hui fortement mise en cause, corrélativement à une scolarisation de masse qui retient en moyenne une classe d'âge jusqu'à 20 ans et à la montée du chômage des jeunes.

La décentralisation, l'intégration européenne, la crise économique ont bouleversé cet héritage des débuts de la III^{ème} République et permis d'installer de nouveaux modes d'administration construits en partenariat. L'État est ainsi appelé à se dessaisir de son monopole sur le système scolaire et à partager son pouvoir avec d'autres instances, parmi lesquelles les organismes représentant le monde économique. Ainsi, le mot d'ordre « *Apprendre pour entreprendre* », lancé par Jean-Pierre Chevènement (1985), alors ministre de l'Éducation nationale, s'est-il inversé pour lui substituer celui d' « *entreprendre pour apprendre* ».

Dans ce contexte, un rapprochement de l'école avec l'entreprise se réalise sous la forme d'un retour à l'apprentissage (Moreau, 2008 ; Kergoat, 2015) et d'un lieu d'ouverture pour les élèves du secondaire par l'instauration de stages. Mais ce mouvement s'est heurté à la défiance du monde de l'école à l'égard des entreprises (Desclaux, 2014). De fait, une série de textes réglementaires du ministère de l'Éducation nationale rappelle régulièrement que les rapports entre les établissements scolaires et les entreprises doivent « *respecter le principe de neutralité politique, religieuse et commerciale du service public* », principes à nouveau affirmés dans la loi du 15 mars 2004 « *... La neutralité du service public est un gage d'égalité et de respect de l'identité de chacun* ». Cette loi, comme les textes réglementaires qui la précèdent, associe la notion de laïcité à celle de neutralité et d'égalité¹.

Pourtant, lors des assises de l'entrepreneuriat de 2013, le Président de la République préconisait que l'entreprise devienne un sujet d'étude pour les élèves de la classe de 6^e à la terminale. Vincent Peillon, ministre de l'Éducation, affirmait de son côté que « *La mission de l'École est de préparer l'avenir, c'est aussi celle des chefs d'entreprises. Et bien entendu, c'est là que nous devons écrire l'avenir ensemble* » (Quenet, Rouanet, 2014).

Sous des formes diverses, encore limitées en nombre, l'entrée des entreprises dans l'école échappe au débat public et, de ce fait, reste quasi-insignifiante pour la plupart des enseignants eux-mêmes. Elle est d'autant plus méconnue qu'elle est mise en œuvre par des associations dont l'apparente neutralité masque les organisations qui les financent et qui définissent leurs modes d'intervention pédagogique dans les établissements scolaires.

La pénétration de ces associations (et par leur biais des entreprises) dans l'école s'accomplit au moyen de conventions, d'accords de toutes sortes avec le ministère de l'Éduca-

1. Circulaire 1963 ; notes de service de 1993, 1995, 1999 ; circulaire 2001 ; loi de 2004.

tion nationale. À la suite d'autres ministères, il inscrit sa politique dans le cadre d'une forme d'action publique désormais généralisée et nommée « partenariat », terme qui désigne le transfert de certaines compétences de l'État à d'autres instances publiques ou privées en matière d'activités de service public (qui vont des transports à l'éducation et à la culture).

Qui sont ces associations avec lesquelles le ministère coopère ? Les services administratifs de celui-ci ne disposant pas de banques de données les répertoriant, on s'en tiendra aux plus visibles sur la scène publique. On décrira ensuite les actions qu'elles mènent au sein des établissements d'enseignement public, enfreignant ainsi l'un des principes fondateurs de cet enseignement : la neutralité, comprise comme un refus de toute idéologie partisane explicite².

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, affirmer que la formation accomplie dans l'école ne répond plus à l'organisation du travail et, de ce fait, est cause du chômage, chercher à diffuser une culture entrepreneuriale : telles sont les idées répandues par les discours des acteurs politiques et économiques qui président à la place prise par les entreprises dans l'éducation. Cette volonté des entreprises (ou de leurs représentants) d'être reconnues comme des agents légitimes de l'éducation prend également appui sur le désintérêt d'un grand nombre d'élèves envers la forme scolaire. Les entreprises entendent répondre à ce problème par des solutions pédagogiques qui ouvrent l'enseignement au monde professionnel au moyen de méthodes supposées réconcilier les élèves avec le désir et la nécessité d'apprendre. À côté des approches pédagogiques appliquées à cette question (Verzat, Toutain 2014), nous tenterons ici d'examiner en quoi consiste la participation des entreprises à l'éducation et à observer les modalités par lesquelles elle se réalise dans les collèges et les lycées

En d'autres termes, on questionnera certains changements en cours dans l'institution scolaire, institution qui est un des piliers de l'État républicain en France. On s'emploiera à décrire et à analyser ces différents changements et leur parallélisme qui se rassemblent sous le nom d'entrepreneuriat, et ceci à différentes échelles.

En premier lieu, nous nous intéresserons au statut de l'école induit par l'appel de l'État à une politique dite de partenariat avec des associations liées aux grandes entreprises et aux banques, visant à instituer des relations entre deux mondes dont la séparation est perçue comme faisant problème.

Dans un deuxième temps, nous porterons notre attention sur les cursus d'enseignement proposés par ces associations, cursus qui ont pour objet déclaré l'organisation et le fonctionnement de l'entreprise.

2. Cet article reprend une étude mobilisée dans Lucie Tanguy (2016), *Enseigner l'esprit d'entreprise à l'école. Le tournant politique des années 1980-2000 en France*, Paris, La Dispute, 221 p.

Pour finir, on tentera de qualifier le mode de socialisation qui tend ainsi à s'accomplir corrélativement à l'affirmation de l'entrepreneur comme figure centrale d'une société à faire advenir.

Encadré 1 : Méthodologie

L'analyse qui suit repose sur une enquête, menée entre 2011 et 2014, dans trois régions. La méthode adoptée s'appuie sur l'analyse de cas qui tente de réunir toutes les dimensions faisant de ceux-ci une configuration singulière, non pour statuer sur ces cas, mais pour en extraire une argumentation de portée plus générale dont les conclusions sont réutilisables. « *Penser par cas* » (Passeron, Revel, 2005), c'est nécessairement prendre en compte une situation, un contexte, les acteurs impliqués, leurs actions respectives, ainsi que les justifications qu'ils en donnent. Adoptant cette démarche, nous avons combiné l'observation *in situ* des différentes phases de la mise en œuvre d'un dispositif pédagogique appelé mini-entreprise, au sein d'un collège et d'un lycée professionnel, avec des entretiens auprès des acteurs impliqués dans cette innovation, du chef d'établissement, des représentant.es de l'association à l'origine de ce cursus, ainsi qu'avec des échanges libres avec l'équipe pédagogique et des conversations dans la salle des professeurs.

Et parce que les cas particuliers sont enracinés dans un environnement historique et social, nous avons également interrogé des agents du rectorat, ainsi que des responsables des questions d'éducation et de formation au niveau des Régions. Cette collecte d'informations s'est poursuivie par un rassemblement de données issues de documents (administratifs ou politiques) conservés dans des établissements scolaires, des services de Régions, de l'administration centrale de l'Éducation nationale, sur des sites de diverses associations, et auprès de différentes sources européennes, ainsi que par le dépouillement de la presse locale.

Tous les faits ainsi rassemblés ne sont pas également mobilisés dans ce texte. Mais tous ont contribué à l'élaboration du cadre d'analyse ici présenté qui rompt avec la méthode objectiviste et la mesure des phénomènes qui ont longtemps constitué le régime de la preuve scientifique comme modèle exclusif de toute démonstration. Des auteurs affiliés à la tradition sociologique de Chicago, comme H.S. Becker (2016), ont ouvert un courant de recherches qui montre qu'en privilégiant les actions collectives et leurs interrelations, en décrivant les opérations intellectuelles qui permettent d'explicitier la valeur heuristique de ce type de raisonnement, il devient possible d'en tirer des connaissances qui dépassent la particularité de l'objet initial.

1 | Partenariat et entrepreneuriat, deux changements parallèles

Nés dans le monde des industriels, le terme et le principe de partenariat sont entrés dans le vocabulaire public depuis une vingtaine d'années environ. À l'origine définie comme une recherche du « sur mesure », en vue d'une meilleure adéquation entre l'investissement et les marchés, cette idée s'est progressivement étendue à l'action publique, à côté d'autres notions telles que contractualisation et gouvernance, sans avoir acquis un véritable contenu juridique. La banalisation de ce terme et la généralisation de son usage sont

relativement récentes (Hémery, 1998). Comme le souligne Julien Damon (2009), le partenariat appartient désormais au vocabulaire des politiques publiques exercées corrélativement « *aux problèmes soulevés par la question de l'exclusion, le développement des politiques sociales ciblées, la mise en œuvre de la décentralisation, l'extension de l'intégration européenne. La logique purement juridique de l'intervention publique s'est considérablement transformée* ». Engagé, depuis deux décennies, dans un double mouvement de transfert des compétences vers des instances supranationales et vers les collectivités locales, l'État s'invite et est invité à « *coopérer* » avec les villes, les départements et des acteurs privés (notamment le secteur associatif) qui lui disputent le monopole de la légitimité politique et la primauté de la définition de l'intérêt général.

En matière d'éducation, les objectifs attribués au partenariat sont définis en termes généraux et plutôt par défaut : « *ils doivent ou s'inscrire dans le cadre des programmes scolaires, ou être liés à l'éducation (culture, civisme, santé), ou favoriser un apport à l'enseignement technologique* ». La seule condition imposée aux établissements scolaires qui participent à des actions de partenariat avec des entreprises est de « *respecter les valeurs fondamentales du service public de l'éducation, notamment le principe de neutralité [...]. Ces actions sont destinées à faire connaître aux élèves une entreprise et ses modalités de fonctionnement.* »³. L'encadrement juridique du partenariat ainsi esquissé donne lieu à des conventions spécifiques énonçant rôles, actions, évaluation des entreprises et des établissements scolaires.

Les entreprises qui agissent par l'intermédiaire des associations obéissent-elles aux principes rappelés par les textes règlementaires ? Leurs actions s'inscrivent-elles explicitement dans le cadre des programmes scolaires ? Sont-elles parvenues à accroître les chances d'insertion des jeunes dans l'emploi ? Autant de questions qui demeurent sans réponse, faute d'être posées. Toutes ces associations affirment avoir avant tout pour objectif de transmettre « *la culture d'entreprendre* », « *l'esprit d'entreprise* », notions polysémiques dont il faut examiner les usages pour comprendre ce qu'elles recouvrent.

Autant de questions auxquelles nous allons tenter de répondre à partir de l'une de ces associations⁴, « *Entreprendre pour apprendre-France-EPA* », qui est une fédération d'associations à but non lucratif régie par la loi de 1901, et dont l'objectif est de « *favoriser l'esprit d'entreprendre des jeunes et de développer leurs compétences entrepreneuriales* ». Elle appartient à un réseau plus vaste constitué à l'échelle européenne – *Junior Achievement-Young Enterprise Europe* – et mondiale – *Junior Achievement Worldwide* – qui a été créé aux États-Unis en 1919.

Pour fonctionner, EPA-France utilise les services de « *bénévoles, de permanents salariés et des stagiaires* ». Fait à souligner, EPA-France peut se prévaloir d'une double reconnais-

3. Circulaire de mars 2001, *Code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire*.

4. Le site du ministère de l'Éducation nationale en cite d'autres : « *Jeunesse et entreprise* », « *100 000 Entrepreneurs* », « *Ingénieurs pour l'école* »... Les Rectorats sont habilités à réaliser des partenariats dans les académies qui relèvent de leur autorité.

sance institutionnelle : celle du ministère de l'Éducation nationale, avec lequel a été signé un agrément, et celle du Secrétariat général de l'enseignement catholique. Par ailleurs, quatre autres ministères soutiennent son action, ainsi que cinq organisations nationales d'employeurs : le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CDJ), la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) et sa branche l'AGEFA-PME (Association de gestion des formations en alternance pour les petites et moyennes entreprises), créée en 1993 pour « *porter le message et la politique [que la CGPME] définit en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel* », ainsi que le réseau des chambres de commerce et d'industrie (CCI-France).

EPA est probablement l'une des plus importantes associations intervenant en milieu scolaire, en France, par sa présence dans la quasi-totalité des régions. Par l'ampleur et la diversité des actions qu'elle impulse, cette association entend être un agent de la communauté éducative. De fait, ses interventions visent la totalité du système d'éducation et de formation. Le programme intitulé « Notre commune-EPA » s'adresse aux enfants de l'école primaire, celui appelé « Mini entreprises » concerne le segment scolaire qui s'étend de la sixième au brevet de technicien supérieur, et le projet « *Start-up* » est destiné aux étudiants des universités, des Instituts universitaires de technologie et des grandes Écoles. Chacun des programmes d'EPA est construit de façon à s'ajuster au plus près des enjeux pédagogiques de chaque classe d'âge. La mise en œuvre d'objectifs aussi ambitieux suppose de recourir à une méthode particulièrement efficace qui se réclame ouvertement d'une « *pédagogie active* » fondée sur le principe d'« *apprendre en faisant* »⁵. Les outils utilisés sont présentés comme « *ludiques, pragmatiques et fédérateurs* », le but ultime étant de permettre aux élèves de « *concrétiser leurs idées dans les conditions du réel* ».

Les mêmes ambitions président au programme « Mini-entreprises » par lequel les collégiens et lycéens sont invités, en une année scolaire, à créer leur propre entreprise « *société anonyme ou société coopérative* », dans laquelle ils « *conçoivent, produisent et commercialisent un produit ou un service* ». L'observation faite dans deux établissements nous a permis de pénétrer au cœur du fonctionnement réel des « mini-entreprises » et de montrer les invariants de cette innovation, au-delà de la diversité des formes que d'autres ont soulignée (Champy-Remoussard, 2014).

2 | Apprendre un modèle d'organisation sociale et économique

La démarche d'EPA est volontariste, voire militante. Elle sollicite les établissements par l'envoi de publicités et l'aide des services des rectorats. L'ouverture au monde professionnel est facultative, mais doit être proposée à tous les élèves des classes de troisième du collège

5. Question qui a donné lieu à de vifs débats qui restent récurrents.

afin, dit le ministère, « *de mieux connaître l'univers des métiers et de préparer leur choix d'orientation* ». Les élèves lui témoignent, en majorité, un vif intérêt.

En mettant des accompagnateurs au service des enseignants et en leur offrant des outils et des programmes prêts à l'emploi, l'association les sécurise. Décrits comme des « *spécialistes de la gestion de projet* », les accompagnateurs sont investis d'une double mission. Véritables conseillers pédagogiques délégués auprès des professeurs pour les « *aider à structurer [leur] projet pédagogique* », ils jouent également le rôle d'intermédiaires entre le monde de l'école et celui de l'entreprise pour aider les enseignants « *à faire intervenir des entrepreneurs locaux* ».

Le processus de création de la mini-entreprise est engagé selon une progression établie : émergence d'un projet de fabrication d'un produit ; études de faisabilité et de marché ; lancement du financement par émission d'actions (ici à quatre euros). Selon les prescriptions d'EPA, il importe que le choix du projet émerge des élèves eux-mêmes, après mise en œuvre de la technique du *brain-storming*. En pratique, il en va autrement. Ainsi, dans le collège où nous avons enquêté, ce sont surtout les professeurs qui ont suscité l'idée de fabriquer un brûle-parfum d'ambiance en invitant les élèves à réfléchir à la fabrication d'un produit à partir de la réalité économique locale, produit qui serait représentatif des trois principales entreprises : une faïencerie, un fabricant de parfums et un fabricant d'ascenseurs. L'objet est destiné à être vendu dans une des principales grandes surfaces de la ville, dont le directeur est le parrain de la mini-entreprise.

La constitution de la mini-entreprise proprement dite débute par le recrutement des élèves, appelés à jouer les rôles de président-directeur général (PDG), directeur général (DG) et directeur des ressources humaines (DRH). Il s'effectue par entretiens (d'une durée de vingt-cinq minutes) menés uniquement par des employeurs. Le recrutement des responsables des cinq services de la mini-entreprise et la répartition des élèves dans chacun de ces services s'effectuent également par entretiens, de durée variable, devant trois jurys composés chacun d'un employeur et d'une des trois élèves préalablement recrutées comme PDG, DG ou DRH. Dans ce cas, l'évaluation des candidats a porté sur trois registres : en premier lieu, le jury évalue comment le candidat perçoit lui-même ses propres traits psychologiques. Il cherche également à savoir comment le candidat se positionne par rapport à ses concurrents sur le même poste. Enfin, il essaie de cerner la connaissance qu'a le candidat des services de l'entreprise et la façon dont il conçoit son rôle dans l'entreprise en fonction de ses propres caractéristiques psychologiques.

De manière générale, l'accent est mis sur la compétition, la concurrence, la rivalité, la nécessité d'être meilleur que les autres⁶. C'est une constante dans les propos des recruteurs

6. On soulignera que la compétition est, certes, loin d'être absente de l'école, mais elle porte sur d'autres objectifs que ceux de l'entreprise où elle est constitutive d'un ordre économique fondé sur la compétitivité.

qui, en même temps, répètent aux élèves qu'il faut constituer une équipe soudée pour dépasser les autres mini-entreprises.

L'assemblée générale de création de la mini-entreprise constitue un autre moment fort qui réunit l'ensemble des élèves de la classe engagée dans l'expérience, les deux professeurs responsables, la conseillère principale d'éducation, le principal du collège, des parents d'élèves, la déléguée de l'association EPA chargée du suivi de la mini-entreprise, une représentante d'une grande entreprise de travail temporaire, le chef du service « Développement économique » de la communauté de communes d'environ vingt-cinq mille habitants, et une journaliste du quotidien régional. Ne pouvant restituer le déroulement de cette réunion dans son intégralité, on relèvera quelques propos tenus par les principaux protagonistes indiquant leur position respective :

La déléguée d'EPA intervient pour expliquer comment lancer la production : « *Le principe, c'est de vendre des actions pour avoir un capital de départ. Ils ont un compte à la Caisse d'Épargne ...* »

Puis plus tard : ... « *Les élèves... pardon... les mini-entrepreneurs vont découvrir que, dans le calcul d'un prix de vente, il y a plein de charges, comme le coût du travail, les salaires qui impactent énormément le prix du produit...* »

Et encore : « *[...] Nous sommes là pour leur donner le goût du challenge, de l'entrepreneuriat. On leur montre aussi qu'on peut se faire plaisir en travaillant.* »

Le professeur principal explique que le parrain de la mini-entreprise (le directeur de l'un des supermarchés locaux) met gratuitement un emplacement de sa galerie marchande à la disposition des jeunes pour la vente des diffuseurs de parfum.

Le chef du service Développement économique de la communauté de communes interroge :

« *Auchan vend aussi des diffuseurs de parfum. Vous allez être en concurrence... Comment allez-vous faire pour vendre vos diffuseurs ?* »

L'élève P-DG : « *Pas de problème : on vendra à prix cassés !* »

À nouveau, le chef du service Développement économique de la communauté de communes, sur le mode de la plaisanterie :

« *Et si vous avez des grèves ?* »

L'élève PDG : « *Il n'y aura pas de grève car tout le monde est impliqué et est content de son rôle dans l'entreprise. On est très soudés et, s'il y a besoin d'un coup de main, je travaillerai avec les équipes.* »

Puis :

« *La mini-entreprise nous apporte beaucoup, en troisième, on n' imagine pas ce qu'est la vie. Pour nous, c'est une très belle découverte, cette mini-entreprise.* »

La presse locale joue un rôle non négligeable pour populariser la mini-entreprise auprès du grand public. En quatre mois, trois articles illustrés de photographies lui ont été consacrés⁷, sous des formules éloquentes : « *Des collégiens audacieux se lancent dans la création d'entreprise ...* » ; « *Ils ont 14 ans et montent déjà leur première entreprise ...* » ; « *Pas de fausse timidité d'adolescents. Ces entrepreneurs-là savent ce qu'ils veulent, et savent en parler...* » ; « *Des collégiens en plein business* » ; « *(la jeune P-DG) tient son entreprise d'une main de fer dans un gant de velours.* »

Par ses réponses aux questions de la journaliste, la jeune fille semble avoir parfaitement intégré les codes et les comportements attendus de l'entrepreneur performant :

« *J'avais envie de jouer un rôle important* » ;

« *Oui, j'aime cette expérience ; on a passé nos premiers entretiens d'embauche, on fait tout comme dans une vraie entreprise* » ;

« *J'aime bien donner des ordres* » ;

« *J'aime avoir une idée de ce que chacun fait.* »

Le récit de cette observation et les extraits de la presse locale laissent voir les principales formes d'intervention des employeurs et de leurs représentants dans ce collège, les pratiques et jugements de la représentante de l'association en situation, ainsi que les attitudes des élèves promus à la direction de cette mini-entreprise.

On ne saurait généraliser à partir de ce cas, mais on ne saurait non plus écarter les questions posées par ce mode d'intervention des entreprises dans l'école : la priorité accordée à l'acculturation à une organisation sociale et à sa hiérarchie, aux dépens d'un apprentissage des connaissances et savoirs techniques nécessaire à la production des biens et des services.

Examinons maintenant un deuxième cas et voyons ce qu'il révèle.

31 Une entreprise sans travail ni travailleurs

La mini-entreprise que nous avons observée dans un lycée professionnel (intégré à un lycée d'enseignement général et technique) revêt sans doute quelques particularités, mais elle obéit au schéma d'organisation et de fonctionnement promu par la valisette pédagogique d'EPA. Ce lycée, comme beaucoup d'établissements incluant une mini-entreprise en leur sein, adhère en effet à l'association en question qui, moyennant trois cents euros annuels, lui fournit le matériel comprenant la démarche pédagogique

7. Articles parus dans un journal régional les 5 décembre 2013, 13 février 2014 et 27 mars 2014.

définie en sept étapes, les conseils d'un « référent » (représentant l'association) et le cadre juridique nécessaire au fonctionnement de cette entreprise : *« C'est lui qui gère les comptes en banque et assume la responsabilité juridique de la mini-entreprise. Il fallait ce cadre légal pour ouvrir un compte »* (une enseignante en mathématique à l'origine de la mise en place de la mini-entreprise dans le lycée). L'adhésion à EPA est votée en conseil d'administration du lycée, et le projet retenu pour mettre en place la mini-entreprise est soumis à l'autorisation du proviseur. C'est dire qu'en principe la communauté enseignante est impliquée dans cette aventure.

Le cas observé concerne la classe de troisième année du baccalauréat professionnel. Ici, la première phase consiste à recruter le PDG, les directeurs des principaux services de l'entreprise : commercial, ressources humaines, marketing, communication, relations avec l'entreprise. Mais la sélection des candidats à ces postes de direction s'effectue différemment, comme nous le rapporte une enseignante (professeure de gestion dans une section de BTS - Brevet de technicien supérieur) :

« En 2013, la phase de recrutement a été précédée d'un tournoi sportif où les élèves de BTS jouaient un rôle de "coach" et d'arbitre des élèves de bac pro en action sur le terrain. En situation, on voit tout de suite les leaders, les plus motivés. À partir de là, on a sélectionné les candidatures à un poste de direction dans les différents services. »

Les élèves dépourvus de responsabilité sont des « entrepreneurs » exécutants, sans qualité particulière. Le produit à réaliser est, lui aussi, déterminé selon d'autres modalités :

« Il faut trouver des produits pas trop exigeants, avec la participation d'un enseignant d'art plastique pour le côté esthétique des logos. Puis on fait une étude de marché à partir d'une enquête auprès des adultes, qui est diffusée dans le lycée. L'année dernière, c'était des bijoux. Les élèves en ont offert un à la recteure qui le portait le jour du concours des mini-entreprises dans l'académie. Les élèves étaient très contents. Cette année, le thème, c'est les arts de la table : des plateaux en bois, des bougeoirs en aluminium posés sur des galets. Le plateau en bois est sous-traité à un EREA (Établissement régional d'enseignement adapté). »

Les conditions d'implantation sont celles décrites précédemment :

« Pour monter l'entreprise, il faut se constituer un capital afin d'acheter les fournitures. Alors, les élèves sollicitent des avances auprès des profs (deux à trois euros) qui sont remboursables en juin, sauf si l'entreprise est non bénéficiaire. Tous les collègues n'ont pas été d'accord. Le mot "action" a choqué, on ne l'emploie plus. La première année a été difficile : l'entreprise à l'école ! Certains profs sont très "théoriques". Alors que, pour les bacs pro, c'est un levier contre le décrochage (professeure de mathématiques, responsable de la mini-entreprise).

« Après viennent la recherche de sponsors, la communication avec la presse, la comptabilité, la gestion des stocks, la vente. Ici, le premier client, c'est la salle des profs. En 2013, les gains

s'élevaient environ à deux mille euros. Les élèves ne reçoivent pas d'argent, mais des chèques-cadeaux lorsque la mini-entreprise est bénéficiaire. » (professeure d'anglais)

Quant à l'attitude des élèves impliqués dans cette mini-entreprise, les propos rapportés par ce même professeur sont particulièrement révélateurs :

« Les élèves se prennent très au sérieux. L'année dernière, l'un d'entre eux a été licencié de la mini-entreprise parce que trop perturbateur. Le président et les directeurs se sont réunis pour lui dire ce qu'ils lui reprochaient. Il n'y avait pas de syndicat, bien sûr, mais il pouvait être assisté, nous-mêmes avons demandé à examiner une autre sanction. Le président et les directeurs lui ont envoyé une lettre de licenciement, lui disant les faits qui lui étaient reprochés ».

La mini-entreprise apparaît ainsi comme une organisation où l'autorité s'impose sans recours possible puisqu'elle ne comporte pas de travailleurs et donc pas de représentants pour faire respecter le droit du travail. Elle induit une socialisation à l'ordre hiérarchique plus forte que ne le fait l'école.

La restitution de cette deuxième observation met au jour des aspects des mini-entreprises autres que ceux rapportés plus haut. La sélection des responsables de cette mini-entreprise est réalisée non plus par des employeurs, mais par les enseignants et les élèves eux-mêmes. Les enseignants créent les conditions d'une sélection qu'ils délèguent ensuite aux élèves de BTS chargés d'agir comme un cabinet de recrutement. Les profils de poste affichés près de la salle des professeurs ne comportent aucune exigence en termes de connaissances, mais insistent tous sur les traits de caractère : la motivation, le dynamisme, les comportements relationnels, etc. Le choix s'effectue sur un terrain de sport où l'esprit de compétition est censé pouvoir se révéler au mieux pour occuper des postes de dirigeants perçus comme devant posséder cette capacité requise dans les entreprises : l'esprit de compétition. Cet exemple révèle aussi les dérives possibles d'un commandement exercé par des adolescents sur leurs camarades. Réfractaires à la discipline de l'école, ils imposent celle de l'entreprise de la manière la plus brutale et la plus arbitraire : le licenciement (en l'occurrence, l'expulsion de la mini-entreprise) pour indiscipline.

Les noms des mini-entreprises eux-mêmes, empruntés au langage publicitaire, du marketing, des jeux vidéo, tout comme le type de produit réalisé, entraînent apparemment l'adhésion des élèves. En voici quelques exemples : Boucan'table (porte-nom à placer devant les invités, réalisé dans le lycée professionnel observé où la seule pièce nécessitant une action sur la matière est sous-traitée), Tower Shoes (talons interchangeables), Diff'n'Co (diffuseur de parfum d'ambiance), Paul'Store (réalisation de shamballas, porte-clefs et bracelets), Patati Patata (boucles d'oreilles, colliers, porte-clefs), Penpot (pots à crayons), Try again style true Madness Grow up (transformation et commercialisation de vêtements d'occasion), ETU manges quoi ? (service de restauration à emporter, en vente sur le campus, les repas sont préparés par un chantier d'insertion dépendant d'une association), etc. Autant d'activités qui sont, on le voit, loin « des actions destinées à favoriser l'innovation, les transferts de technologie et à concourir au développement économique et social » stipulées

par le ministère de l'Éducation nationale pour justifier l'intervention des entreprises dans les établissements scolaires (MEN, 2001).

Les enseignants engagés dans cette activité défendent néanmoins ses vertus pédagogiques : la mini-entreprise motive les élèves, leur permet de se projeter dans l'avenir (ici, le monde de l'entreprise), de prendre la mesure de leurs compétences, leur donne l'estime de soi nécessaire pour devenir « acteurs de leur vie ». La représentation de l'entreprise par les enseignants comme lieu de domination, encore vivace il y a une ou deux décennies, tend aujourd'hui à s'inverser : l'entreprise est potentiellement un lieu d'apprentissage et d'acculturation de la jeunesse parfaitement légitime.

Cet engagement est loin d'être partagé par tout le corps enseignant, comme l'indique un rapport du CREDOC (2013) qui constate que si les enseignants impliqués dans cette expérience sont convaincus de son bien-fondé, les autres sont réticents, voire hostiles, car ils y voient la socialisation « *à des valeurs économiques associées au libéralisme* ». En témoignent ces déclarations : « *Moi, je forme des citoyens, pas des acteurs économiques* », ou cette autre qui craint la diffusion d'un changement plus général de culture, « *le travail en mode projet* ».

À cette date, aucune étude ne permet de fournir une mesure de la distribution des attitudes des enseignants envers l'entrée des entreprises dans l'école, en France. Tout au plus peut-on relever les propos d'un certain nombre d'entre eux sur les stages en entreprise ou les mini-entreprises qui sont des expériences où les élèves apprennent « *la vraie vie* » (Lacadé, 2013). Formule plutôt surprenante provenant d'enseignants qui, pour la plupart, n'ont jamais travaillé en entreprise. Formule que les élèves eux-mêmes reprennent volontiers sans pouvoir l'explicitier autrement que par opposition à l'école.

3.1 Les salons, mode d'évaluation de ce type d'apprentissage

L'évaluation des mini-apprentissages s'effectue en dehors de l'institution scolaire par des employeurs ou leurs représentants, comme le souligne une professeure. En fin d'année, un salon des mini-entreprises est organisé dans chaque académie où élèves et enseignants présentent les produits réalisés qui donnent lieu à un classement et à des prix :

« ... L'an dernier, il y en avait environ vingt-cinq dans cette académie. Les mini-entreprises sont notées par un jury, moins sur le produit que sur sa valorisation. Le jury est composé d'entrepreneurs. Il y a beaucoup d'étapes à franchir et tous les projets n'aboutissent pas. Chaque mini-entreprise est présentée par son PDG et ses directeurs de service. Une partie de la présentation doit se faire en anglais. Les produits ne sont pas nécessairement "bons", mais leur présentation doit être très bonne. Le PDG doit être sûr de lui. » (professeure d'anglais intervenant dans la mini-entreprise). Faute d'avoir pu le faire, signalons au

lecteur qu'observer le déroulement des salons des mini-entreprises nous paraît potentiellement fécond pour saisir la socialisation à l'esprit d'entreprise en acte.

L'évaluation prend la forme d'un concours au niveau académique d'abord, à l'échelle nationale ensuite, puis à l'échelle européenne, et donne lieu à des remises de prix sous forme de somme d'argent. C'est dire que ce mode de contrôle des apprentissages relève de l'autorité des entreprises et non plus de l'institution scolaire.

4 | Entreprises et entrepreneuriat

En naturalisant l'ordre social qui la sous-tend, la pénétration de dispositifs comme les mini-entreprises, enseignant l'organisation et le fonctionnement de l'entreprise, manifeste pour partie l'abandon des principes du projet républicain. Le statut associatif masque sa véritable identité : une institution pilotée par les grandes entreprises qui entendent remplir une tâche éducative qu'elles ne peuvent accomplir en leur sein. Le site de cette association fourmille de témoignages de chefs d'entreprise ou de DRH qui louent les vertus de l'enseignement de l'esprit d'entreprise à tous les niveaux de l'appareil éducatif. Citons-en un exemple à titre illustratif, où l'on voit les liens organiques tissés entre cette association et les grandes entreprises :

« (...) L'engagement d'HSBC France se traduit par l'implication d'une dizaine de collaborateurs spécialistes du marché des entreprises, chiffre ayant vocation à croître ensuite, au côté des élèves et de leurs enseignants, comme parrains ou marraines de " mini-entreprises-EPA ", ou comme membres des jurys de fin d'année. (...) Ils pourront notamment former les jeunes créateurs et leur apporter une aide très concrète dans le montage de leur projet par exemple : comment monter un business plan, comment réaliser une étude de marché ou une étude marketing. [...] HSBC France apportera également un soutien financier de 30 000 € par an pour aider au développement de l'association. La mini-entreprise-EPA est un dispositif de création d'entreprise grandeur réelle. Durant une année scolaire, une équipe d'élèves (collégiens ou lycéens), accompagnés par un enseignant et un professionnel (entrepreneurs ou collaborateurs d'entreprise), se mobilise pour ouvrir une boîte (...) Cette initiative s'ajoute au soutien apporté par le groupe HSBC au réseau mondial " Junior Achievement Worldwide ", dont la Fédération EPA est la représentation en France ... »⁸

Cette convention exprime d'une manière explicite les relations entretenues avec cette grande banque qu'est HSBC et sa politique en matière d'éducation dans l'école et l'enseignement supérieur. Autant d'actions qui sont partiellement financées par le prélèvement de la taxe d'apprentissage, impôt qui a pour objet premier « de financer les dépenses

8. Communiqué de presse publié sur le site d'HSBC France, le 16 décembre 2013, consulté le 10/05/2015.

nécessaires au développement des formations initiales technologiques et professionnelles ». EPA justifie son droit à collecter la taxe d'apprentissage en tant qu'« association éducative complémentaire à l'enseignement public », dont la mission est de « *permettre aux jeunes de devenir acteurs de leur avenir social et professionnel* ». Elle a ainsi pu se faire habilitier à percevoir un financement public, dans des proportions inférieures à celles des établissements d'enseignement. Ce droit confirme l'intégration des entreprises dans le système éducatif, analysée dans les pages précédentes. Revenons maintenant aux associations qui soutiennent cette intégration et agissent dans la sphère politique et économique pour défendre un projet entrepreneurial.

4.1 Qui sont ces promoteurs de l'esprit d'entreprise dans l'école ?

Pour s'en tenir à l'exemple d'EPA, notons qu'un coprésident d'EPA est délégué général d'un mouvement pour l'entrepreneuriat des jeunes, « Entrepreneurs demain », lancé en octobre 2013, dont la mission est de « *fédérer les principaux acteurs de la relation école-entreprise afin de développer une offre structurée de la classe de sixième à bac + 8* ».

Le directeur national d'EPA, quant à lui, occupe la même année des fonctions telles que : développeur Web chez Artique, optimisateur des réseaux sociaux, consultant en étude de marché, chef de projet en marketing e-business..., et enseigne en webmarketing et stratégie digitale dans une école de commerce pour les MBA marketing. Ces profils sont ceux de la majorité des animateurs de réseaux consacrés à la diffusion de l'entrepreneuriat. Parmi eux, Philippe Hayat se présente comme une figure emblématique de la nébuleuse que recouvre ce terme. Diplômé de l'École polytechnique et de l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales), il débute sa carrière d'entrepreneur comme consultant en management chez *KPMG Peat Marwick*. Depuis 1994, il crée des incubateurs de *start-up*, il dirige des pôles d'« investissement technologique », comme l'archivage de la gestion électronique de documents. Parallèlement à cette activité d'entrepreneur, il se consacre également à la transmission de l'envie d'entreprendre aux jeunes. Dans les années 1990, il fonde la filière « Entrepreneuriat » de l'ESSEC et y enseigne pendant près de vingt ans (Hayat, Vanderpoten, 2012)⁹.

En 2007, avec le soutien financier et humain du *Club Horizons*, Philippe Hayat lance *100 000 Entrepreneurs*, « *association d'intérêt général visant à transmettre la culture et l'envie d'entreprendre aux jeunes* » de la troisième à l'enseignement supérieur, par l'organisation de témoignages d'entrepreneurs dans les établissements scolaires. L'association anime un réseau de plusieurs milliers d'entrepreneurs et d'enseignants¹⁰. Philippe Hayat est également administrateur de la *Fondation Entreprendre*, chargée de développer et de pérenniser

9. Sites recommandés par l'entrepreneur pour connaître ses différentes activités : 100 000 entrepreneurs.com, apce.com, vidoobiz.com, fondationentreprendre.org, reseau entreprendre. org, decideurstv.com, 100journspourchanger.org.

10. Voir le site 100 000 entrepreneurs.com.

l'entrepreneuriat en France et, pour ce faire, soutient le *Réseau Entreprendre*. En 2011, cette fondation est reconnue d'utilité publique. Elle participe aux « Assises de l'entrepreneuriat » et signe, en 2013, un partenariat avec *Citizen Entrepreneur, engagés dans le 21e siècle*¹¹.

Citizen Entrepreneurs dit rassembler l'intégralité de l'« *écosystème entrepreneurial* » français et n'avoir qu'un seul parti pris, celui de l'entrepreneur, qui doit être replacé au cœur de notre modèle économique et social. Au niveau mondial, l'association est présente dans cent quarante pays à travers la *Global Entrepreneurship Week*, qui rassemble plus de quatre cents entrepreneurs des pays du G20.

Le terme « entrepreneur » recouvre, on le sait, différentes significations connexes, mais distinctes. L'usage courant l'assimile à un chef d'entreprise, tantôt porteur d'un projet d'entreprise en phase de démarrage, tantôt dirigeant d'une entreprise déjà établie. Joseph Schumpeter a défini l'entrepreneur comme l'« *homme de l'innovation* » dont le dynamisme assure la réussite de son entreprise (Breton, 1984). La pluralité des usages faits aujourd'hui de ce terme lui emprunte certains éléments distinctifs de l'esprit d'entreprendre : motivation, prise de risque, dynamisme, pari de l'innovation.

La fortune de ce terme s'inscrit aussi dans un délitement progressif de la société salariale, dans un effritement du contrat de travail fondé sur la valeur d'échange de la force de travail, pour lui substituer un contrat sans durée fixée, exigeant la disponibilité et l'engagement de la personne, ainsi que l'apparition d'une nouvelle forme juridique du travailleur indépendant, l'auto-entrepreneur. L'entrepreneuriat est devenu aujourd'hui l'œuvre d'un large réseau d'associations qui, sous un même statut, agissent sur des modes variés et signent ce « *Manifeste des entrepreneurs* »¹², « *Le New Deal, c'est maintenant* », manifeste qui lève toute opacité de la forme associative et affiche un programme politique d'obédience radicalement libérale.

L'idéologie entrepreneuriale propagée par Philippe Hayat, l'un des plus engagés dans une mobilisation pour un changement social radical à faire advenir, en France, par les institutions d'enseignement, est explicitement définie dans un ouvrage (et les nombreux sites auxquels il renvoie (Hayat, 2012)), véritable diatribe contre le célèbre appel de Stéphane Hessel (2010). Elle rejette l'enseignement général parce qu'il « *étouffe tout questionnement, empêche toute projection dans un avenir professionnel* ». Elle prêche l'émancipation individuelle qui dépend de la motivation, de la confiance en soi et qui s'accomplit dans l'entreprise. Les propagateurs de l'enseignement de l'esprit d'entreprise proviennent sans doute, en majorité, du monde du management. Les uns et les autres exaltent l'auto-

11. Voir leur site, *citizen-entrepreneurs.com*, rubriques « Qui sommes-nous ? », puis « L'association ». Le logo associe au titre la mention « engagés dans le 21e siècle ».

12. « *Manifeste des entrepreneurs* », lettre adressée aux décideurs politiques le 18 novembre 2013, en clôture de la conférence annuelle des entrepreneurs, *citizen-entrepreneurs.com*.

nomie, le dépassement de soi, l'épanouissement personnel dans l'engagement à s'adapter aux situations (Boltanski, Chiapello ; 1999, Linhart, 2015).

Conclure sur des questions à explorer

Nous avons tenté d'entrevoir le mode de socialisation que génère le dessaisissement d'un État instituant, dont la doxa et les politiques sont définies en termes de partenariat avec des associations et émanent, pour une part, des Régions et d'instances supranationales comme l'Union européenne. De cette analyse, il ressort que les entreprises ont répondu à l'appel du ministère de l'Éducation nationale non pour « *mener des actions destinées à favoriser l'innovation, les transferts de technologie* » (MEN, 2001), mais pour enseigner leur mode d'organisation détachée de toute technologie et inculquer des comportements, des valeurs et des modèles culturels propres à ce que Weber appelle l'esprit capitaliste (1967). Autrement dit, les entreprises contreviennent au principe de laïcité, trop souvent réduit au fait religieux alors qu'il concerne toute idéologie partisane, ce que sont la célébration de l'entrepreneuriat et sa mise en œuvre dans l'école. Elles s'opposent à cette première mission de l'école en France : former des citoyens dans la cité (où les individus sont égaux en droit) avant de former des travailleurs à l'entreprise (où ils sont pris dans des rapports de subordination)¹³.

D'abord apparu dans l'enseignement supérieur, dans les écoles d'ingénieurs, de gestion, de commerce, de management, puis dans les universités (Chambard, 2014 ; 2017), l'enseignement à l'entrepreneuriat s'étend désormais à l'enseignement secondaire. Élaborée par des politiques et experts de l'Union européenne, « la culture entrepreneuriale » a fait l'objet d'un grand nombre de rapports diffusés dans tous les pays relevant de cette instance supranationale (Champy-Remoussenard, 2008 ; Buisson-Fenet, Pons, 2012). « L'esprit d'initiative et d'entreprise » est aujourd'hui l'une des huit compétences clefs considérées par l'Union européenne comme devant être acquises par chaque citoyen dans une « *société de la connaissance* ». C'est dans ce contexte que la politique éducative de l'État français a été fortement infléchi pour inclure les entreprises dans la communauté éducative, sous diverses formes et de manière plus ou moins conséquente. Simultanément, les objectifs fixés à l'école dans une période antérieure, tel que « *favoriser l'égalité des chances* » – qui n'était pas purement incantatoire – s'effacent derrière ceux de performance scolaire et économique (Marroy, 2014) et sont désignés sous le nom de réussite, mot extrêmement polysémique et rassembleur. Réussite de tous, mais réussite à quoi et comment ? On ne saurait conclure que le modèle d'individu à former s'accomplit conformément à l'image idéalisée qui en est donnée, comme l'a montré Sabine Rozier (2014). En effet, on peut se demander comment les élèves d'une classe de 5ème s'approprient un certificat de « Graine d'entre-

13. De fait, la prolongation de la scolarisation a été faite sur cette idée et l'intégration de la formation professionnelle dans le système éducatif s'est réalisée sur la base du même principe (Brucy, 1998).

preneur », octroyé par une association du même nom qui se présente comme un « *levier d'innovation pour agir contre l'exclusion, les discriminations et la pauvreté* ». Par ailleurs, enseigner un cours d'économie financière à partir de la constitution, par les élèves, d'un portefeuille d'actions coté au CAC 40 qui, dit un lycéen, « *nous a donné envie d'investir plus tard* », ne représente-il pas une infraction à la neutralité de l'école ?

Maintes questions soulevées dans cette analyse restent donc à explorer par d'autres investigations prolongeant, éventuellement, celle-ci.

■ Bibliographie

- Becker H.S. (2016), *La bonne focale. De l'utilité des cas particuliers en sciences sociales*, La Découverte, Paris.
- Boltanski L., Chiapello E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris.
- Breton Y. (1984), « La théorie schumpétérienne de l'entrepreneur ou le problème de la connaissance économique », *Revue économique*, vol. 35, pp. 247-266.
- Brucy G. (1998), *Histoire des diplômes professionnels de l'enseignement technique et professionnel (1880-1965)*, Belin, Paris.
- Buisson-Fenet H., Pons X. (2012), « L'eupéanisation de l'École française en débat. Le cas contrasté des établissements scolaires », *Politix*, XXXV, n° 98, pp. 129-146.
- Chambard O. (2014), « L'éducation des étudiants à l'esprit d'entreprendre, entre promotion d'une idéologie de l'entreprise et ouverture de perspectives émancipatrices », *Formation Emploi*, n° 127.
- Chambard O. (2017), *La fabrique de l'homo entreprenans. Sociologie d'une politique éducative aux frontières du monde académique et du monde économique*, Thèse en sociologie soutenue à l'École des hautes études en sciences sociales.
- Champy-Remoussenard P. (2008), « Apprendre à entreprendre dès l'enseignement scolaire », Colloque *Connaître et agir en situation d'incertitude*, Paris, CNAM, 8-9 décembre.
- Champy-Remoussenard P. (dir) (2014), *Innovons et développons l'esprit d'entreprendre*, Rapport de recherche. Lille, Université Lille 3.
- Chevènement J.-P. (1985), *Apprendre pour entreprendre*, Paris, Le livre de Poche.
- CRÉDOC (2013), *Le Développement de l'esprit d'entreprendre*, rapport d'évaluation, pp. 37-39.
- Damon J. (2009), « Le partenariat. Retour sur une notion d'un quart de siècle », *Revue de droit sanitaire et social*, vol. 5, n° 1, pp. 149-162.

- Desclaux B. (2014), « Esprit d'entreprise et défiance éducative, » *Administration et éducation*, n° 141.
- Hayat Ph., Vanderpooten G. (2012), *L'entrepreneur et l'indigné. Deux façons de changer le monde*, Paris, Ellipses.
- Hayat Ph. (2012), *Entreprenez ! À l'indignation, préférez l'action*, Paris, Ed. L'Archipel.
- Hémery V. (1998), « Le partenariat, une notion juridique en formation ? », *Revue française de droit administratif*, n° 14, pp. 347-357.
- Hessel S. (2010), *Indignez-vous*, Montpellier, Éd. Indigène.
- Kergoat P. (2015), « Trouver une place, tenir sa place en entreprise. Les apprenti.es et la confrontation au travail », *L'orientation scolaire et professionnelle*, 2, vol. 44, pp. 207-234.
- Lacadé Ph. (2013), *La vraie vie à l'école. La psychanalyse à la rencontre, des professeurs et de l'école*, Paris, Ed. Michèle.
- Linhart D. (2015), *La comédie humaine du travail. De la déshumanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale*, Toulouse, Eres.
- Marroy C. (2014), *L'école à l'épreuve de la performance*, Bruxelles, De Boeck.
- Ministère de l'Éducation nationale (2001), « Partenariat avec le monde professionnel. Code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire », *Bulletin officiel*, n° 14.
- Moreau G. (2008) « Apprentissage : une singulière métamorphose », *Formation Emploi*, n° 101, pp. 119-132.
- Passeron J.-C., Revel J. (2015) *Penser par cas*, Paris, EHESS.
- Quenet P., Rouanet J.-C. (2014), *Administration et éducation*, n° 141, pp. 4-8.
- Rozier S. (2014), « Ordre scolaire et ordre économique. Conditions d'usage et d'appropriation des "mini-entreprises" par les élèves des établissements scolaires français », *Politix*, ° 105, pp. 163-184.
- Verzat C., Toutain Ch. (2005), « Former et accompagner des entrepreneurs potentiels, diktat ou défi ? », *Savoirs*, 39.
- Weber M. (1967), *L'éthique Protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon.